

Communiqué de presse

Le Courage du bon sens pour construire l'avenir autrement ***Par Michel Godet, Nouvelle édition, Odile Jacob , mai 2008***

Ce livre milite pour que le courage et les réformes de bon sens l'emportent sur la démagogie participative à l'occasion des prochaines élections. Les vraies questions dérangent et les décisions à prendre sont rarement consensuelles. Le monde change, nous devons changer aussi .

En 2007, la première édition (vendue à plus de 15.000 exemplaires) visait à donner des idées aux candidats à l'élection présidentielle. Dans cette nouvelle édition, entièrement revue et augmentée Michel Godet, quelque peu déçu de la première année de pouvoir du Président Sarkozy, procède à un bilan sans concession. Il relève que si la rupture du style a été facile, les chantiers de réformes sont multiples mais pour la plupart inachevés, ou bouclés à la hâte.

CV

Michel Godet est Professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers, titulaire de la Chaire de Prospective stratégique. Il est aussi membre de l'Académie des Technologies et du Conseil d'Analyse Economique. Il est aussi l'auteur du manuel de prospective stratégique en deux tomes chez Dunod (T1 l'indiscipline intellectuelle, T2 l'art et la méthode. 3^{ème} édition 2007. En 2003, il créait le Cercle des Entrepreneurs du Futur et a lancé à ce titre le Grand Prix de la réflexion impertinente (www.lapropective.fr rubrique Cercle).

Extraits choisis du Courage du bon sens , nouvelle édition Odile Jacob sortie en librairie le 2 mai 2008 ; 455 pages ; 22 euros

Honte, colère et espoir ; tels sont les trois premiers mots de cette nouvelle édition. Le bilan des réformes du président Sarkozy est en demi-teinte : la rupture de style n'a pas suffi à changer la donne. La multiplication des chantiers de réformes ne doit pas faire illusion. Le compte n'y est pas et le plus difficile reste à faire alors que l'état de grâce est révolu. L'agitation présidentielle qui a suivi l'élection n'a pas réussi la rupture annoncée et a seulement conduit à la chute de popularité que l'on sait.

J'ai toujours honte vis-à-vis de générations futures, car nous vivons au-dessus de nos moyens en laissant filer la dette et en prenant dans la poche de nos enfants. Chaque année, en moyenne depuis 1990, la richesse produite mesurée par le PIB augmente de 25 milliards d'euros et la dette issue du déficit du budget de l'État s'accroît de 40 milliards d'euros. C'est ainsi que la dette est passée de 20 % du PIB à 66 % en l'espace de 25 ans, avec une accélération ces dernières années: chaque enfant qui naît aura l'équivalent de 120.000 euros à rembourser lorsqu'il sera actif au titre des engagements des générations précédentes. Les générations du baby-boom se sont comportées de manière irresponsable en vivant à crédit sur le dos des générations futures. Un tel développement n'est pas durable.

L'exception française, faite de rejet de la mondialisation et de défiance vis-à-vis de l'économie de marché, nous distingue par son ridicule. Notre arrogance est à la hauteur de notre déclin relatif par rapport à nos voisins, qui travaillent tout simplement plus. Si le PIB par habitant au augmenté de 50% depuis 1980 (c'est la bonne nouvelle, nous pleurons la bouche pleine), il n'empêche que notre position s'est dégradée au sein de l'Union : nous étions à 10% au dessus de la moyenne de l'Europe des 15 et de la Grande Bretagne en 1980, nous sommes maintenant en dessous de cette moyenne et à 10% en dessous de la perfide Albion. La France fait beaucoup moins bien que ses partenaires avec 1% seulement de croissance du PIB par habitant depuis l'an 2000 contre 1,5% en moyenne européenne. L'explication est simple, elle ne travaille pas assez : 3 semaines de moins par habitant que la moyenne communautaire. Ce n'est pas en ramant moins que l'on avance plus vite. Si les Français travaillaient autant que les Américains, ils auraient 6000 euros de plus de grain à moudre par habitant et par an !

Je ne décolère pas vis-à-vis de ceux qui nous gouvernent. Car ils savent ce qu'il faut faire. Il manque le courage d'expliquer et d'imposer les réformes de bon sens pour lesquelles le Président a été élu il y a un an. On a pourtant reculé face aux taxis, aux pharmaciens et ce n'est pas fini. Il y aura toujours une échéance électorale à l'horizon et une bonne raison de sacrifier le long terme et de justifier ses renoncements par la peur de mécontenter tel ou tel groupe de pression. Dans ces conditions, la réforme devient impossible. En effet, les décisions prioritaires ne sont généralement pas consensuelles. Chacun veut bien le changement à condition que ce soient les autres qui changent et que l'on ne touche pas à ses acquis personnels : car « seules sont injustes les inégalités dont on ne profite pas », comme le relevait malicieusement Georges Elgozy .

Certes j'ai eu le plaisir de voir reprise l'idée, que j'avais en vain depuis 2002, de sortir par le haut des 35 heures avec les heures supplémentaires non imposables (je parlais de « black officiel »). Mais l'idée a été déformée et empoisonnée par la pilule des exonérations de charges. Il en coûte six milliards d'euros de plus au budget au lieu d'un milliard soit presque autant que le montant d'économies recherchées en 2008 au travers de plusieurs dizaines voire centaines de mesures. Certaines, d'entre-elles, sont susceptibles de déclencher les foudres de l'opinion. C'est ainsi que le gouvernement a dû reculer sur la suppression de la subvention de 70 millions d'euros pour la réduction famille nombreuse à la SNCF.

Je garde cependant espoir car la crise économique et financière actuelle, ne devrait pas durer plus que quelques semestres comme les précédentes. Elle ne doit pas faire oublier que la croissance mondiale de la production et des échanges n'a jamais été aussi forte que depuis 2002. Si l'Europe comme le Japon sont à la traîne en raison de leur vieillissement et si les Etats-Unis sont incapables de retrouver leurs équilibres extérieurs qu'importe puisque la Chine et l'Inde sont devenues les locomotives de la croissance mondiale. Les tensions sur les marchés des matières premières ne sont que la conséquence de cette expansion fulgurante qui a permis à la Chine grâce à l'économie socialiste de marché, le grand bon en avant que Mao Zedong avait promis en vain. Déjà New-York, fait pâle figure comparée à la fulgurante Schangai où les gratte-ciels poussent comme des champignons de toutes les couleurs en se lançant des défis de beauté architecturale. En parité de pouvoir d'achat, les chiffres officiels donnent à la Chine un niveau de vie comparable à celui de l'Espagne du début des années soixante ou de la France de la fin des années 50. Mais la réalité sur le terrain montre que le niveau de vie par habitant de la Chine est aujourd'hui au moins comparable à celui que nous avons il y a trente ans. A ce rythme (7% à 8% par an de croissance du PIB/habitant contre 1% chez nous), ils nous auront rattrapés voire dépassés avant 2020.

Les historiens ne manqueront pas de voir, en ce début du XXI^e siècle, une Belle Époque, encore plus remarquable que celle du début du XX^e par son ampleur et sa durée. Sans oublier que l'espérance de vie a augmenté de 46 ans depuis 1900 en France et continue à s'améliorer d'un an tous les quatre ans, comme d'ailleurs partout dans le monde. Il est donc faux de dire que les jeunes vivront moins bien que nous : ils vivront plus longtemps avec des emplois garantis et des revenus plus élevés du moins pour ceux qui auront un minimum de savoir être et envie de travailler.

L'élargissement de l'Union européenne ne facilite pas la prise de décision nécessaire pour renforcer sa construction et la cohérence de ses actions. Mais l'adhésion des pays de l'Europe de l'Est à l'Union, vue des années soixante, n'est rien d'autre qu'un conte de fées qu'aucun spécialiste de prospective géopolitique n'aurait pu avancer sans y perdre sa crédibilité. Souvenons-nous que, quelques mois avant l'effondrement du mur de Berlin, en novembre 1989, aucun des spécialistes des pays de l'Est n'imaginait la réunification de l'Allemagne avant 2010, et encore, le plus souvent, avec des scénarios conflictuels où le sang coulait ! C'est ainsi que je me mets à espérer : le mur de Berlin de nos rigidités finira par s'effondrer comme un château de sable à force d'être miné par les vagues de la réalité et du bon sens.

Ainsi, ce livre apporte une bonne nouvelle : le mal est en nous, le salut aussi ! Avec un peu de courage et un minimum de bon sens, il est possible de construire l'avenir autrement. L'ouvrage est organisé en sept chapitres répondant aux questions générales que chacun d'entre nous se pose régulièrement : Comment expliquer le manque de courage des élites ? Comment peut-on être à la fois libéral et social ? Faut-il avoir peur de la mondialisation et de ses conséquences pour l'industrie et l'emploi ? Faut-il supprimer la Politique Agricole Commune ? Va-t-on manquer d'énergie ? Les réponses passées au crible du bon sens et de l'analyse des faits montrent que la plupart des idées reçues s'avèrent non fondées : la mondialisation n'est pas coupable, le principe de précaution peut être dangereux, la planète surabonde de pétrole cher.

Ce livre montre aussi que la tectonique démographique va bouleverser les cartes du monde et entraîner d'importants flux migratoires dans toute l'Europe y compris en France. Il aborde aussi des questions plus pointues sur la croissance, notre modèle social et notre système éducatif : Comment expliquer les écarts de croissance entre l'Europe et les États-Unis ? Faut-il être fier de notre productivité élevée ? Combien coûtent les 35 heures ? Qui en profite ? Comment sortir du chômage ? Comment expliquer la baisse du chômage depuis la mi-2005 ? Comment changer la grève dans les services publics ? Quelles sont les inégalités les plus fortes : les revenus ou les statuts ? La pauvreté augmente-t-elle vraiment ? Est-elle la conséquence des inégalités ? Comment l'école de la République renforce-t-elle les inégalités ? Quelles formations pour quels emplois demain ?

Au-delà du diagnostic à contre courant de bien des idées reçues, Michel Godet avance depuis des années des dizaines de propositions concrètes dont sept prioritaires pour faire avancer le mammoth éducatif, sortir par le haut des 35 heures (en rendant les heures supplémentaires non imposables, mais avec les charges) ou pour créer des centaines de milliers d'emplois marchands. En effet, un changement décisif permettrait de réveiller les projets dormants dans les 2,3 millions d'entreprises de moins de 20 personnes (96% du total des entreprises et 40% de l'emploi marchand du pays). Le coût par emploi marchand créé dans les dispositifs de réveil des projets dormants (6000 à 10.000 euros) est deux à trois fois plus faible que les dispositifs publics d'insertion des jeunes (20.000 à 30.000 euros par an).

Les sept propositions prioritaires

- 1) *Instaurer dans la Constitution le « droit des générations futures » au rang des Droits de l'homme et du citoyen (Saint-Étienne, 2001), afin qu'il soit interdit de faire naître une obligation pour les générations futures sans la financer par des ressources existantes ou par un capital investi par la génération qui en décide, capital dont les revenus seraient affectés à financer les dépenses à venir.*
- 2) *Réveiller les projets dormants pour créer des centaines de milliers d'emplois marchands dans les petites entreprises à un coût deux fois plus faible que la plupart des dispositifs publics de soutien à l'emploi.*
- 3) *Rendre les heures supplémentaires non imposables pour encourager l'activité des firmes dont les cigales ont besoin pour vivre (cette idée a été reprise avec en plus les exonérations de charges, ce qui la rend plus discutable et complique sa mise en œuvre).*
- 4) *Corriger les inégalités face à la mort, en tenant compte de l'espérance de vie des catégories socioprofessionnelles dans le calcul des retraites.*
- 5) *Imposer trois ans d'expérience professionnelle privée pour pouvoir se présenter à un concours de la fonction publique à tous les niveaux et faciliter l'entrée et la sortie de la fonction publique à tout âge.*
- 6) *Fermer les établissements scolaires qui sont en perte de vitesse et réaffecter les moyens correspondants à ceux qui fonctionnent normalement et souhaitent accueillir plus d'élèves. Ce qui revient à subventionner progressivement la demande éducative (ticket éducation) et, par conséquent, à assouplir fortement la carte scolaire.*
- 7) *Respecter le préambule de la Constitution selon lequel le citoyen doit payer l'impôt en fonction de sa capacité contributive. Or, celle-ci diminue avec la taille de la famille. Nous proposons donc d'instaurer un quotient familial dans le calcul de la CSG afin d'éviter que les familles avec enfants ne payent deux fois plus de CSG que d'impôt sur le revenu. Cette « familialisation » permettrait de lutter contre la paupérisation des familles avec enfants.*

Enfin, il faudra bien assurer la pérennité des solidarités intergénérationnelles en évitant la paupérisation des familles. Les familles avec enfants représentent le tiers des ménages, 58% de la population, mais elles ne reçoivent que 48% des revenus nets après impôts et transferts. Ce sont les enfants d'aujourd'hui qui paieront les retraites de demain. Il faut donc permettre aux femmes d'avoir les enfants qu'elles désirent tout en travaillant si elles le souhaitent. Or, chez nous, une femme sur deux qui veut un enfant de plus, y renonce pour des raisons économiques : l'arrivée d'un enfant baisse le niveau de vie de 10% ! Le principal facteur explicatif de la paupérisation des familles réside dans la CSG dont le montant dépasse maintenant l'impôt sur le revenu d'environ 30%. Elle ne tient compte ni de la taille des familles ni de leur capacité contributive : les familles nombreuses comme les familles monoparentales ont une contribution à la CSG, en proportion comme en valeur absolue, deux fois plus importante que pour l'impôt sur le revenu. C'est la raison pour laquelle, l'auteur propose de familialiser la CSG en instaurant un bonus par enfant (l'Allemagne a instauré un malus pour les ménages sans enfants !). Hélas la réforme de l'impôt instaurée en 2007 ne tient absolument pas compte de ce constat. C'est pourtant la survie de notre modèle social de solidarités intergénérationnelles qui est en jeu.

Il n'est de richesses que d'hommes, éduqués, épanouis, dans une société de confiance et de projets. La société de projets se situe à l'opposé d'un projet de société, imposé d'en haut ; elle s'appuie sur la confiance et la liberté, qui permettent le développement de mille et une initiatives individuelles et collectives, autant de ruisseaux qui viendront grossir le fleuve du changement global espéré.